

# DE QUOI LE NOMBRE EST-IL LE NOM ?

Par Jean Cornil

***PAC souhaite analyser cet aspect particulier du monde contemporain qui voit l'hégémonie sans cesse croissante du chiffre et du nombre. Pourquoi aujourd'hui tout référent, toute évaluation se fondent-ils sur le calcul ? Nous sommes entrés dans l'ère de la quantophrénie, selon l'expression de Pitirim Sorokin, c'est-à-dire dans l'ère de l'obsession malade des chiffres et des données quantitatives. De quoi donc le nombre est-il le nom ?***

\*

\* \*

Améliorer la rentabilité des entreprises privées comme des institutions publiques par des dispositifs standardisés conçus par des cabinets d'audit et de conseil. Supprimer les temps morts et les tâches inutiles dans les relations de travail : zéro délai, zéro défaut, zéro perte de temps. Classer sur base d'indicateurs de performance les hôpitaux comme les universités, les administrations comme les associations, en regard de « fichiers Power Point » et de « slides », de « reportings » et de « list to do ». Evaluer, par un management optimal, la relation entre une infirmière et son patient, un travailleur social et un citoyen à resocialiser, bref, la qualité de l'entretien par sa durée. Quelques exemples parmi d'autres, de l'emprise totale de la sarabande des nombres qui structure nos modes de vie et nos visions du monde.

## L'ORDRE PAR LES HARMONIES MATHÉMATIQUES

En fait, nous réactualisons le vieux rêve de l'harmonie par le calcul comme l'analyse en profondeur Alain Supiot. Depuis Pythagore, des kabbalistes jusqu'au dollar américain, des mystiques chrétiens à l'économie politique moderne, les harmonies mathématiques se doivent d'être au fondement de l'ordre social. La fascination pour les nombres comme compréhension ultime du véritable sens du nombre a ressurgi depuis quelques décennies, baignées par les représentations néolibérales qui dominent l'organisation de la Cité. La loi, dans cette perspective, doit soumettre ses objectifs à un calcul d'utilité. Elle n'est plus pensée comme la synthèse de valeurs communes et le point d'équilibre éthique du juste. Désormais, la loi est « la base d'un nouvel idéal normatif qui vise la réalisation efficace d'objectifs mesurables ». Exit la justice par la réglementation et la morale. Place à l'imaginaire de la gouvernance par les nombres où triomphent le programme, l'algorithme, le management des « ressources » humaines et naturelles. Place à l'enfermement des actes et des sensibilités dans une pure raison instrumentale sous l'égide exclusive du calcul économique, supposé seul être quantifiable et performant.

L'étalon de mesure déterminant se réduit donc aux chiffres. À un calcul d'intérêt. Aux Temps Modernes cette conception de notre rapport au réel a inspiré un courant philosophique qui se nomme l'utilitarisme. L'idée centrale de penseurs comme Jeremy Bentham, John Stuart Mill ou Adam Smith, malgré leurs différences, est que la finalité ultime de la vie est la quête du bonheur, la recherche de plaisir et de bien-être. L'homme est défini dans son essence même comme un être d'intérêts, aussi divers que multiples, qui procède sans cesse, pour toute action qu'il entreprend, à un calcul des peines et des plaisirs. Il n'y a jamais chez les humains d'actions désintéressées. Nous avons tout intérêt à fuir la douleur et la souffrance et à rechercher le plaisir et la satisfaction. Nous ne cessons, consciemment ou pas, d'évaluer nos actes en regard de la balance des peines et des plaisirs. Cette évaluation détermine nos comportements individuels comme l'organisation de la vie collective. Extraordinaire prospérité de la fable des abeilles de Mandeville et de la main invisible de Smith. C'est le strict intérêt individuel, la vie privée, qui conduira à l'harmonie du marché et à la vertu publique.

## LE CANCER ÉTHIQUE DE LA MONÉTARISATION

Cette anthropologie de l'intérêt n'a eu de cesse de s'amplifier depuis quelques décennies. Après le référent religieux puis politique, c'est aujourd'hui le référent économique et technique qui mesure une vie réussie, avoir une Rolex à 50 ans, et une Cité bien administrée, par la sacro-sainte bonne gouvernance. Les principes, comme le vocabulaire, de l'économie de marché et du capitalisme envahissent tous les imaginaires : on « gère » ses enfants, ou « investit » un lieu, on « compte » sa sociabilité par le nombre « d'amis » sur Facebook. Les débats politiques se réduisent à une guerre de taux, de croissance, de chômage ou d'inflation. La qualité d'un programme s'évalue en points d'audience et l'art contemporain en millions de dollars.

L'argent, ce divin marché selon la formule de Dany-Robert Dufour, représente le paroxysme de l'intérêt. Il est devenu l'ultime et unique étalon de la valeur qui, d'usage, s'est métamorphosée en valeur échange. Au point que certains s'interrogent sur ce que l'argent ne saurait acheter. Le périmètre du bien commun et du non quantifiable se rétrécit. Le philosophe Michael Sandel dresse un saisissant portrait de ce tsunami culturel qui monétarise le monde : de l'achat d'excuses sur Internet aux mères porteuses en Inde, de la location de son front pour une publicité à la rétribution pour la lecture d'un livre au profit des écoliers américains. À quand l'achat d'une amitié, d'un prix Nobel ou le droit de faire du tort aux autres ?

Cette fulgurante progression de la marchandisation des biens, des corps comme des consciences, falsifie un préjugé majeur de la théorie économique : la neutralité « axiologique », c'est-à-dire en termes de valeurs éthiques, du marché. En réalité l'échange marchand touche à la nature même du bien ou du service échangé. Dans nombre de situations, il le corrompt. Il faut donc impérativement reposer des limites à la mystique du marché et à la confusion des valeurs. Ce « cancer éthique » comme le nomme Jean-Pierre Dupuy, doit être combattu par l'imposition urgente de balises qui pourrait s'incarner dans le bien commun, l'intérêt général, la gratuité, le don ou le service rendu.

PENSER OU DÉPENSER ?

Un des traits signifiants de notre présent est, entre le désenchantement du monde et le triomphe de la raison instrumentale par les technosciences, un individualisme exacerbé et possessif qui reflète une attitude sociale : celle requise par le marché. La quantification comme valeur cardinale. Individus comme institutions sont sommés d'effectuer un calcul avantages/coûts avant de prendre en compte l'intérêt collectif, le sens de leur présence au monde ou les bienfaits d'une civilisation. Pas question de différer la satisfaction de ses besoins immédiats, d'intégrer des temporalités longues, ou de décoder les signes et les symboles de la complexité du réel. La superstition économique qui décompose, disperse, urgentise, divertit et calcule, domine tout. Il n'y a quasi plus ni ensemble, ni commun, ni élan, ni vision, ni projet. Chacun dans sa case ou dans sa niche, assigné à produire et à consommer le monde, assis devant son écran, embrigadé par le commerce et le compte bancaire. Un véritable délire occidental ?

Le 18 mars 1968, Robert Kennedy prononçait un discours prophétique à l'Université du Kansas sur le Produit Intérieur Brut (le PIB). Il relevait ce que le fameux PIB tenait en compte dans ses calculs : la pollution de l'air, la publicité pour le tabac, la course des ambulances, la destruction des forêts, la production d'armes nucléaires, le coût des prisons... Et ce que cet indicateur économique, boussole de nos gouvernants, ne prenait pas en compte : la santé des enfants, la qualité de l'école, la gaité des jeux, la beauté de la poésie, l'intégrité des dirigeants, la solidité des liens affectifs, le courage, la sagesse... et Robert Kennedy concluait : « En un mot, le PIB mesure tout, sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue ». Près de quarante années plus tard de quantification effrénée, son message résonne d'une lumineuse lucidité.

## CONCLUSION :

En conclusion, PAC souhaite poursuivre sa réflexion et ses actions d'éducation permanente pour inciter à l'esprit critique des citoyens à propos notamment de l'emprise croissante des modèles économiques dans tous les domaines de la vie, du monde travail à la gestion des « ressources humaines », des grands objectifs politiques généraux à la réduction de l'homme à un unique statut de producteur et de consommateur.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

- Alain Supiot, La gouvernance par les nombres, Cours au Collège de France, 2012-2014, Fayard, 2015.
- Régis Debray, L'erreur de calcul, Cerf, 2015.
- Olivier Rey, Une question de taille, Stock, 2014.
- Jeremy Bentham, Introduction aux principes de morale et de législation, Vrin, 2011.
- Dany-Robert Dufour, Le divin marché, Denoël, 2007.
- Michael Sandel, Ce que l'argent ne saurait acheter, Seuil, 2014.
- Jean-Pierre Dupuy, L'avenir de l'économie, Flammarion, 2012.
- Jean-Marc Ferry et Justine Lacroix, la pensée politique contemporaine, Bruylant, 2000.